

Crise ukrainienne : quel pilotage des événements ?

dimanche 16 mars 2014, par [Xavier GUILHOU](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Xavier GUILHOU](#), *Crise ukrainienne : quel pilotage des événements ?*, *Diploweb.com* : *la revue géopolitique*, 16 mars 2014.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser une participation à votre convenance par PayPal via [la page suivante](#). Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

Alors que les moyens de cyberguerre sont mobilisés depuis une semaine aussi bien par les Russes que par les Américains, le référendum organisé par Moscou en Crimée est l'occasion revenir sur la crise ukrainienne.

X. Guilhou explique que la cinétique des événements actuels montre que toutes les formes de jeu se neutralisent assez rapidement, qu'il s'agisse de la manœuvre sécuritaire, monétaire, financière, économique ou énergétique. Seules restent les populations avec leurs problèmes d'identité et de rattachement à l'Europe ou à la Russie.

SUITE aux positions « apaisantes » de V. Poutine, aux postures vertueuses mais désunies des 28 [européens](#) [1], aux menaces molles de [B. Obama](#), alors que l'annexion de la Crimée se concrétise, que pouvons-nous retenir de cet emballement géostratégique qui nous a ramenées sur un niveau d'alerte digne des meilleurs épisodes de la Guerre froide (1947-1990) [2] ? A priori aucun des scénarios évoqués par les chroniqueurs n'a vu le jour, ce sont d'autres hypothèses de travail qui se sont imposées pour le moment. Ce constat montre combien il est crucial de prendre du recul face aux événements, être modeste sur les analyses, ne pas se laisser subjugué par la tyrannie des émotions [3] et ne pas oublier de revenir sur les fondamentaux géostratégiques qui sont toujours dimensionnants dans ce type de situations [4].

1. La question militaire a été à priori mal posée par les experts

La plupart des analystes se sont tout de suite précipités dans le piège de la projection militaire. Ils ont imaginé que [Vladimir Poutine](#) allait rejouer Budapest en 1956 et Prague en 1968... Il faut avouer que le déclenchement de grandes manœuvres avec 150 000 hommes mobilisés sur le front occidental de la Russie ne pouvait que verrouiller le mode de représentation initial de cette crise. Mais c'est oublier que le maître du Kremlin a été profondément marqué, lorsqu'il fut affecté au sein du KGB à Dresde, en RDA, par le processus qui marqua l'effondrement de l'Union Soviétique en 1991. Il faut se rappeler par ailleurs qu'il appartient à cette génération d'officiers des services secrets russes [5] qui a émergé après l'échec militaire de l'armée rouge en [Afghanistan](#) et que le KGB [6] a toujours été opposé à cette aventure brejnévienne portée à l'époque par le GRU [7]. Il sait peut-être plus que les autres dirigeants occidentaux ce que peuvent coûter des opérations militaires hâtives, et que seul comptent l'objectif politique à atteindre et l'enjeu stratégique sur le long terme. La Tchétchénie n'a fait que lui confirmer les limites de la voie sécuritaire, notamment sur cet « étranger proche », qui vit dans le [syndrome post colonial de l'ex-URSS](#) [8]... Ce drame caucasien l'a à la fois servi dans sa prise de pouvoir en Russie, mais durablement desservi en termes d'image sur le plan international, et il en est conscient.

Dans les faits la gesticulation militaire n'a contribué qu'à **permettre une prise de gage territoriale supplémentaire avec le contrôle de la [Crimée](#), comme en Abkhazie et en Ossétie du sud**. Pourquoi vouloir tout contrôler militairement quand les populations ne sont pas prêtes à accepter de nouveau la mainmise totale de Moscou ? Il y a d'autres voies de domination que la voie des armes. Sur ce registre, et sans tomber dans la fascination de l'adversaire qui est toujours le piège des analyses des jeux d'acteurs, il ne faut jamais oublier

le passé de Vladimir Poutine au sein du KGB.

Poutine teste, stresse et fatigue en permanence son adversaire

A ce titre il ne faut pas non plus sous-estimer sa formation qui conditionne sa psychologie du rapport de force et du combat à tous les niveaux [9]. Poutine est entre autre un praticien averti des arts martiaux [10]. Il sait maîtriser son sang-froid, garder son calme, gérer le tempo et cacher ses intentions (*son silence pesant au début des évènements alors que les occidentaux s'agitaient beaucoup*). Il sait gérer son énergie (*son agenda stratégique ne ressemble ni celui d'Obama qui est en fin de mandat ni celui des européens qui sont en élections*). Il pratique l'art de l'esquive (il teste, stresse et fatigue en permanence son adversaire). Il pondère le choix des postures dans l'espace (il concentre tous ses moyens sur la Crimée alors que tout le monde l'attendait sur le Dniepr). Il administre le choix du tempo (*ce que les militaires appellent le « battle rythm » en termes de régulation des rapports de force*). Mais c'est dans la mise en scène qu'il excelle le plus afin de montrer sa force et dissimuler ses faiblesses. Il faut bien prendre en compte le fait que Vladimir Poutine n'a pas du tout le même cursus que la plupart des dirigeants occidentaux qui sont passés par des schémas éducatifs très policés (*Yale, Harvard, Oxford, Ecole nationale d'Administration...*). Il convient d'intégrer cette **asymétrie** qui est fondamentale pour bien comprendre les **distorsions sur le plan des postures entre d'un côté un guerrier stratège et de l'autre des financiers diplomates**.

Au final, Vladimir Poutine n'a pas joué la force primaire à la stalinienne, mais au contraire il a mené ses opérations en souplesse comme sur un dojo ne laissant aucune prise à ses adversaires (*troupes sans insignes, négociations pour des redditions sans effusion de sang, retournement des chefs militaires ukrainiens, opérations psychologiques etc.*). Il a beaucoup plus appliqué les vieilles méthodes bien connues de déstabilisation - désinformation du KGB que des planifications classiques militaires. Le summum a été atteint quand les occidentaux sont partis en crescendo sur une menace militaire imminente alors que Vladimir Poutine précisait calmement dans sa datcha qu'il n'avait plus nécessairement besoin de l'option militaire, du moins pour le moment... A l'exception du **Secrétaire Général de l'OTAN, le danois Anders Fogh Rasmussen, et de la Chancelière allemande, Angela Merkel, qui ont conservé un sang-froid notoire** du fait de leur très bonne connaissance de l'intéressé, la plupart des jeux d'acteurs occidentaux ont jusqu'à présent « *fait beaucoup de bruit pour rien* [11] », en passant de conciliabules en conciliabules et en s'agitant de déclarations en déclarations.

Malgré les pressions des polonais [12], qui demandent quotidiennement l'application de **l'article 4 de la charte de l'Otan** [13], et des ukrainiens de la place Maïdan, qui exigent l'application du mémorandum de Budapest [14], les gesticulations ne débouchent pour le moment que sur **d'hypothétiques sanctions institutionnelles, économiques et financières...** Sanctions qui supposent une bonne entente entre occidentaux, mais que les anglais ont immédiatement neutralisées compte tenu de leurs intérêts historiques vis-à-vis de la Russie [15], et surtout des transferts de fond considérables que les Russes viennent de faire des banques américaines vers Londres, et d'autres places financières européennes.... Sur cette question le silence de l'Allemagne, qui n'est pas partie prenante des discussions au sein du

Conseil de sécurité de l'ONU, est éloquent. Dans un autre registre la position ambiguë de la Chine aussi... Désormais **Poutine fait bouger les lignes à très grande vitesse**. Après avoir obtenu sa prise de gage territoriale, le maître du Kremlin ramène tout le monde sur le champ du règlement politique avec le référendum sur la Crimée [16]. Il sait pertinemment que personne à l'Ouest n'a de véritables solutions, et surtout que personne n'a envie en pleine crise financière et économique de s'engager dans une confrontation militaire sur un théâtre complexe et sensible ...

Les chèques américains, du FMI et de l'UE ne suffiront pas pour régler le problème majeur de gouvernance qui règne en Ukraine.

Tout le monde l'attendait sur une erreur militaire alors que [Vladimir Poutine attend tout le monde sur le plan politique](#), ce qui ne signifie pas qu'il n'ait pas en réserve une option militaire... Il sait que le temps et les jeux secrets sur le terrain auprès des populations et des leaders locaux militent en sa faveur. Il se met en retrait, comme dans les arts martiaux après avoir frappé une première fois son adversaire pour montrer sa détermination plus que sa force. **Il attend désormais que la situation pourrisse sur Kiev**. Il sait d'ores et déjà que **les chèques américains, du FMI et de l'UE ne suffiront pas pour régler le problème majeur de gouvernance qui règne en Ukraine**. Au moindre signe de menace sur les populations russophones il entamera vraisemblablement une nouvelle phase de sa stratégie et pourrait rejouer le Kosovo en montant une intervention humanitaire au titre du « devoir de protéger » [17]. Tous les ingrédients de cette rhétorique sont d'ores et déjà dans le tuyau [18]. Paradoxalement nous lui avons donné tous les argumentaires depuis 1999 pour aller dans ce sens. Là aussi il applique une règle des arts martiaux : savoir utiliser l'énergie de son adversaire pour mieux l'atteindre et le neutraliser. **Son objectif n'est peut-être pas d'aller à Kiev, mais de faire en sorte que le fruit tombe de lui-même** dans son escarcelle, il suffit d'attendre le bon moment et de bien utiliser entre autre l'arme gazière [19] et les divisions civisationnelles entre russophones et non russophones. Il connaît parfaitement le jeu ukrainien et ses limites. **Il connaît aussi les clivages des positions occidentales**.

2. La question identitaire est au cœur du problème ukrainien

Pour bien comprendre les ressorts de cette confrontation géopolitique, il faut sortir des questions idéologiques, qui polluent en termes de mode de représentation les analyses actuelles, et se replonger dans [l'histoire de la Russie et de l'Europe Centrale](#) [20]. La plupart des chroniqueurs ont abusivement comparé Poutine à Hitler, ses méthodes au nazisme, voire dans d'autres cas au fascisme, stalinisme etc [21]. C'est regarder l'histoire un peu dans les rétroviseurs avec des à priori dangereux et des raccourcis abusifs. Poutine n'a rien à voir avec ces références, il se situe plus dans la lignée des grands tsars, ce qui sous-tend ses ambitions de grandeur pour la Russie.

V. Poutine vit dans la fascination, dans la nostalgie des grandes heures de l'histoire Russe

qu'il souhaite réhabiliter.

Finalement il est assez proche de l'image que l'ont se fait de Pierre le Grand, l'une de ses grandes références [22]. Poutine vit dans la fascination, dans [la nostalgie des grandes heures de l'histoire Russe qu'il souhaite réhabiliter](#) (cf. *les allégories de l'inauguration et de la clôture des jeux de Sotchi*). **Tel est son dessein stratégique, revenir aux frontières de 1991 et faire de la Russie une grande puissance eurasiatique qui puisse faire face aux autres puissances périphériques en émergence que sont la Turquie, l'Iran, l'Inde et la Chine.** Par rapport à ces objectifs, l'Ukraine est un épiphénomène, un petit théâtre d'opération et un nain politico-militaire face au maelstrom des contraintes géostratégiques que Poutine doit maîtriser en permanence. Du reste la mobilisation militaire à laquelle nous avons assistée sur le front ouest ne correspond qu'à 15% du volume global des forces Russes [23]. **15 000 hommes sur la Crimée**, c'est de l'ordre d'une petite opération de forces spéciales sur un territoire de la taille du Kosovo [24]...

Par ailleurs instrumentaliser les référentiels historiques, comme nos médias le font allègrement, serait oublier le niveau de sensibilité qui est celui de la résistance des Soviétiques au nazisme et commettre une distorsion d'analyse qui ne peut que se retourner contre ses auteurs. Poutine n'a pas manqué de jouer sur ce registre en insistant sur le fait que ce que nous appelions « *l'intégrité territoriale* » de l'Ukraine était très subjectif et que cela concernait « *l'intégrité historique* » de la Russie. Certes cela peut être facilement assimilé à la question des Sudètes. Tel est interprété l'exemple de la Crimée : ce territoire jadis Ottoman a toujours été depuis l'expédition de Potemkine dans la géographie de la Russie avant d'être cédée en 1954 par N. Khrouchtchev à la République socialiste soviétique d'[Ukraine](#) pour devenir en 1991 une république autonome de l'Ukraine indépendante... Poutine a aussi fait remarquer que les éléments ultranationalistes tels Pravogo Sektora et le parti Svoboda, qui étaient en première ligne sur la place Maïdan, n'étaient pas franchement des modèles démocratiques compte tenu de leurs adhérences aux thèses nazies et antisémites que ces partis incarnent [25]. Il exploite systématiquement toutes nos contradictions.

Chaque fois que les occidentaux lui ont opposé un point de droit, en très bon juriste [26], **il a fait répliquer par Serguei Lavrov sur la jurisprudence ouverte par les occidentaux, de façon unilatérale et sans respect du droit international, au Kosovo, en Irak, en Afghanistan, en Libye**, etc. De fait il a patiemment démontré que les artifices du droit international ne fonctionnaient plus et que seuls les intérêts « nationaux » ou de « proximité » primaient. En jouant sur cette fibre, il ne peut que galvaniser l'armée russe (*dont les budgets sont en progression alors que les nôtres sont en diminution...* [27]). De nouveau, après la Géorgie, le général en chef a redonné à ses troupes avec une belle couverture médiatique en Russie, l'illusion qu'elles sont fortes, prêtes et craintes. Mais il donne aussi aux populations russes et russophones une grande fierté que nous sous-estimons et une raison de plus pour affirmer leur résilience vis-à-vis de l'Occident, notamment face aux sanctions qui sont brandies et surtout face au mépris ressenti depuis l'effondrement de l'URSS... Tout le monde aurait donc oublié ce que représentent pour les Russes les batailles de Leningrad, de Stalingrad, de Sébastopol pendant la Seconde Guerre mondiale... Maintenant nous ne sommes vraisemblablement qu'au tout début d'une nouvelle confrontation stratégique entre Russes et Occidentaux qui peut mener à de nouvelles partitions territoriales sur ce glacis, sanctuarisant

ainsi l'acte de décès des accords de Yalta.

3. Les armes de dissuasion sont devenues globales

Jusqu'à présent nous sommes restés ancrés sur le principe, qu'en cas d'escalade géostratégique, la dissuasion repose sur un équilibre des forces. Ce dernier est dans l'inconscient collectif encore incarné par les armes de destruction massive (ADM). **Avec la situation actuelle nous découvrons singulièrement que la globalisation a fait bouger les lignes et que les ADM ne sont plus dimensionnantes dans le pilotage de ces crises complexes.** Tout se joue désormais sur des rapports de force qui se sont déplacés sur les marchés, la communication, les relations commerciales, les vulnérabilités énergétiques, l'interconnexion de nos systèmes de vie, l'adhésion des peuples à des modes de vie etc. En cela l'occident en jouant les sempiternelles « *sanctions économiques* » se piège à son propre jeu et se neutralise. C'est le cas avec les actions menées sur les marchés financiers : les effets collatéraux de l'effondrement de la bourse de Moscou ont été immédiats sur l'ensemble des places boursières européennes et sur les monnaies, justifiant la position forcément « honteuse » mais comme toujours pragmatique de Londres qui s'est immédiatement refusé à entrer dans cette stratégie frontale. Il en fut de même pour la régulation du trading du gaz et du pétrole où tous les opérateurs ont en 48h verrouillé réciproquement les risques de marchés [28] et où les menaces de Gazprom ont calmé les plus velléitaires...

Cette situation de l'arroseur arrosé a été très bien utilisé sur le plan médiatique par les conseillers de Poutine et notamment par Serguei Glaziev [29] : "*Nous serons contraints d'utiliser d'autres devises, de créer notre propre système de règlement. Nous avons de merveilleuses relations économiques et commerciales avec nos partenaires à l'Est et dans le Sud*" ... "*Si des sanctions sont prises contre les structures étatiques, nous serons contraints de reconnaître notre incapacité à rembourser les crédits accordés aux structures russes par les banques américaines*" "*Car les sanctions sont une arme à double tranchant, et si les Etats-Unis gèlent nos actifs, alors le passif de nos organisations en dollars sera aussi gelé. Cela signifie que nos banques et nos entreprises ne pourront rembourser les prêts à nos partenaires américains*" ... « *La Russie réduira "à zéro" sa dépendance économique vis-à-vis des Etats-Unis si Washington impose des sanctions à son égard en raison de la situation en Ukraine, ce qui mènera au "krach" du système financier américain ...et à la fin de la domination des Etats-Unis dans le système financier mondial*", a-t-il averti.

Il en est de même sur le plan de la communication lorsque Vladimir Poutine affirme que « *le coup d'Etat à Kiev est anticonstitutionnel et qu'il revient aux populations de s'autodéterminer...* ». D'ordinaire ce sont plutôt les occidentaux qui sont porteurs de ce type d'argumentaire politique. A la prise de pouvoir par des groupes sponsorisés par les européens et les américains, Poutine oppose le retour à un système plus démocratique... Cette bataille sémantique, juridique mais aussi de propagande [30] sur l'avenir de l'un des pays les plus corrompus de l'Europe centrale laisse rêveur, néanmoins elle fait partie désormais de la panoplie des grandes convulsions historiques. La place Maïdan n'échappe pas aux paradoxes de la place Tahrir, de la place Taksim, ou de la place des Omeyyades et les dirigeants ne peuvent y déroger. Là est le grand échec d'Ianoukovitch. Il n'a pas compris la subtilité de ces nouveaux types de confrontation et a trop fait confiance à ses vieux référentiels staliniens. Poutine ne lui pardonnera jamais cette erreur de jugement et de l'avoir piégé dans ce type de

pilotage de la crise que les occidentaux ont su en revanche exploiter.

Par ailleurs vouloir empêcher la prochaine tenue du G8 et sortir la Russie du jeu des puissants serait une erreur magistrale. Ce serait l'humilier encore plus et lui donner quitus pour organiser par exemple un G7 des émergents à Sotchi et poser ouvertement la fin du modèle de Yalta. Les BRICS n'attendent que cela, surtout aujourd'hui où ils doivent faire face à une guerre monétaire impitoyable face au dollar. Si la Chine acceptait d'accompagner ce mouvement nous assisterions alors à un basculement historique. Les allemands l'ont bien compris, les anglais le redoutent. Seuls les français pris dans leur romantisme révolutionnaire désuet, ainsi que les polonais, lituaniens, autrichiens et hongrois pris dans leurs griefs historiques avec la Russie sur l'Ukraine, sont aveuglés par les tourments du passé [31]. Quand aux américains qu'ont-ils d'autres à dire, leur plainte aujourd'hui est uniquement financière, d'autant qu'ils ne sont pas à l'abri d'une nouvelle crise dans ce domaine... Les diatribes du couple Obama-Kerry paraissent peu convaincantes pour le moment. Certes le dollar est leur arme de destruction massive privilégiée, mais **la globalisation financière avec ses avatars est devenue potentiellement beaucoup plus destructrice qu'une attaque d'envergure sur le plan cybernétique**. Les Russes le savent et pourraient en faire usage si leur dignité et identité étaient malmenées. En cela les principes de dissuasion tels que nous les connaissons sont en train de muter et de changer de nature.

4. La question politique de la bonne gouvernance est au cœur du sujet

La place Maïdan, comme les événements précédents en Egypte, en Tunisie, en Turquie, en Libye pose la question des limites de la démocratie dans des pays gouvernés par des autocrates, des oligarchies corrompues, ou des groupes de pression aux idées radicales. Aujourd'hui personne ne peut plus réellement faire la démonstration de la « *charge de la preuve* ». Qui est dans le bon droit ? Qui est dans son droit ? Qui est vraiment dans « l'axe du mal » ?

Les effets de la "jurisprudence" du Kosovo sont ravageurs.

Nous le voyons bien au travers des débats à l'ONU mais aussi au sein de l'UE. Toutes les négociations sont bloquées tant les jurisprudences du Kosovo, puis de toutes les autres opérations menées unilatéralement par les Etats-Unis ou par ses alliances de circonstances, se sont progressivement détachées des règles du droit international au titre de la guerre préventive ou de la diplomatie humanitaire [32]. A force de les instrumentaliser sous couvert du devoir de protéger, pour prendre le contrôle d'une région du monde ou destituer un dirigeant comme en Libye, nous avons transformé les règles de bonne gouvernance en règle de bonne prédation. Le cas ukrainien constitue en cela « *la goutte d'eau qui fait déborder le vase* » [33]. La coupe est pleine et si tout le monde redoute [un scénario bis comme celui de l'ex-Yougoslavie](#) en plus meurtrier [34], personne n'y a cette fois-ci intérêt tant les conséquences pourraient être désastreuses pour l'ensemble des parties prenantes. En cela cette confrontation entre Moscou et les capitales occidentales va peut-être nous obliger à

revoir la méthode du pilotage de ce type de crise. Faire des chèques, demander au FMI d'éteindre le feu momentanément et envoyer des observateurs de l'OSCE, c'est nécessaire, mais pas suffisant, c'est même dangereux si nous ne nous contentons que de cela. La guerre civile en ex-Yougoslavie a commencé avec ce type de processus et de nombreux ingrédients explosifs (*comme la création de milices à partir de la mobilisation des réservistes en Ukraine...*) sont d'ores et déjà visibles, rappelant les terribles pages de la « 25ème heure » [35].

Rien ne sert de mettre des pansements sur le blessé, comme dans les Balkans suite aux accords de Dayton, présentement en signant hâtivement des accords avec l'UE. Il faut dans le cas présent opérer le patient et lui enlever d'abord ses nodules nationalistes et ses métastases en termes de corruption. C'est évidemment le chantier le plus difficile quand on connaît bien le pays, et lorsque l'on sait les difficultés que les russes ont eux-mêmes rencontrées depuis 15 ans pour contenir ces pulsions perverses que Timochenko et Ianoukovitch ont incarnées au travers de leurs mandats. Aujourd'hui Angela Merkel et Vladimir Poutine posent implicitement cette **question de la bonne gouvernance** plutôt que celle de la mauvaise intervention. Pour autant Poutine, comme le secrétaire général de l'OTAN, maintiennent au dessus des têtes de tous les protagonistes et voisins l'hypothèse d'une intervention sécuritaire si aucune solution n'est trouvée et si un risque de guerre civile se révèle être la seule destinée pour les peuples concernés. L'exemple de l'ex-Yougoslavie est à ce titre suffisamment éloquent avec ses 100 000 morts [36]. Ils le font avec un sang-froid et un calcul stratégique qui n'a rien à voir avec l'épisode de Cuba même si en arrière plan ils ne perdent pas l'objectif d'arriver à terme à un autre type de partenariat en vu des rendez-vous géostratégiques qui sont d'un autre ordre face aux continents arabo-africain et à l'Asie [37]. **Leur intérêt commun est de trouver une méthode pour gérer intelligemment cette interface entre l'Europe et la Russie, et de formuler ces nouveaux partenariats stratégiques pour le long terme face à des enjeux qui dépassent les petites frontières actuelles de l'Europe.** Ce qui vaut pour l'Ukraine vaudra aussi pour la Biélorussie. En cela [V. Poutine](#) et A. Merkel, avec leur officier de liaison qu'est G. Schroeder, ont plusieurs coups d'avance sur l'Union européenne et surtout sur l'actuelle administration américaine.

Conclusion

[L'Ukraine nous rappelle que la voie militaire est toujours la pire des solutions même si elle permet de réveiller les consciences et de poser les bonnes questions.](#) A la veille de la célébration du centenaire de la fin de la Grande Guerre et du 70ème anniversaire du débarquement **il est temps de faire le bilan de nos ingénieries de gouvernance et de notre capacité mutuelle à piloter intelligemment les crises régionales. Nous voyons bien au travers de la cinétique des événements actuels que toutes les formes de jeu se neutralisent assez rapidement, qu'il s'agisse de la manœuvre sécuritaire, monétaire, financière, économique, énergétique ; seules restent les populations avec leurs problèmes d'identité et de rattachement à l'Europe ou à la Russie de part et d'autre du Dniepr.** En cela les questions de maîtrise de l'histoire et de la géographie, de la psychologie des peuples, de la culture, des langues [38] sont dimensionnants. L'oublier c'est se tromper lourdement et errer dans les présupposés et les « à priori » historiques qui sont

toujours dangereux et le plus souvent meurtriers. Ils débouchent la plupart du temps sur des logiques de fractalisation des territoires qui constituent les germes des prochaines crises internationales. Couper l'Ukraine en deux ou en trois est sans aucun doute la voie de la facilité sur le court terme. Il est clair que c'est le scénario privilégié par beaucoup actuellement. En faire un pays responsable et viable qui permettrait de valoriser un continent eurasiatique fort serait plus intelligent mais beaucoup plus exigeant sur le long terme. **Enfin, finalement que nous démontre une fois de plus cette bataille du Dniepr ? Que les uns se battent pour une certaine idée de la « Liberté », en privilégiant la voie des échanges commerciaux et la puissance financière comme vecteur de progrès ; pendant que les autres se battent pour une certaine idée du « Pouvoir », en privilégiant le territoire et la culture comme vecteur identitaire.** Il est clair que pour le moment les éléments de dialogue et de convergences sont aux antipodes et difficiles à concilier [39]. Comme aimait le rappeler le chancelier **Otto Von Bismarck** : « *La diplomatie sans les armes, c'est la musique sans les instruments* »... La partition jouée par Poutine pour récupérer Sébastopol est une belle démonstration de ce que la diplomatie « reptilienne » est capable de produire chaque fois que la notion de « vital » s'invite dans les relations internationales.

Manuscrit clos le 14 mars 2014

Mars 2014-Guilhou/Diploweb.com

. Voir le site de Xavier Guilhou [Voir](#)

Plus

Quel "référendum" en Crimée ? Volodymyr Poselsky, Vice-président de l'ONG Ukraine dans l'Europe

Pourquoi le référendum autoproclamé par les nouvelles autorités de Crimée ne peut pas être qualifié comme un scrutin d'autodétermination démocratique ?

Sans parler du fait que l'organisation des référendums locaux est formellement interdite par la législation ukrainienne, nous pourrions poser une question de la légitimité de ce référendum en tant que scrutin d'autodétermination des habitants de Crimée.

Premièrement, il faut souligner que le référendum [du 16 mars 2014] ne propose pas une option du maintien du statu quo actuel. Les électeurs doivent en effet choisir entre une option d'un rattachement de la péninsule de Crimée à la Fédération de Russie et une **option d'une création d'un Etat indépendant de facto**, car la Constitution de Crimée de 1992 stipule que la République de Crimée est un Etat indépendant qui entretient des relations avec l'Ukraine sur la base d'un traité et des accords, et qui exerce tous les pouvoirs étatiques (y compris, les relations avec des pays tiers) à part ceux qui sont délégués de son plein gré à l'Ukraine. L'Ukraine aura beaucoup moins d'influence sur la Crimée que l'UE a aujourd'hui sur ses Etats membres. La Crimée aura son propre système politique (avec le parlement et le président élu),

son propre système juridique et judiciaire avec la supériorité du droit de Crimée sur le droit ukrainien (sa Cour Suprême, sa Cour constitutionnelle, son Parquet), le système économique rattaché à l'Union douanière avec la Russie avec le rouble comme une monnaie locale. De ce fait, les habitants de Crimée qui voudraient que la péninsule reste attachée à l'Ukraine dans le cadre d'une large autonomie actuelle, **ne peuvent pas se prononcer sur cette option.**

Aucun seuil de participation exigé

Deuxièmement, pour valider le résultat, il suffit d'obtenir plus de 50% de voix parmi les électeurs ayant participé au scrutin, c'est-à-dire, il n'y a aucun seuil de participation exigé, ce qui permet à la minorité d'imposer leur choix à la majorité des habitants, en prenant en considération le boycott éventuel du vote par la communauté des tatars de Crimée et par la communauté ukrainienne. **Vu les enjeux de ce scrutin, les modalités du vote ne sont pas du tout démocratiques.** Par exemple, en France, la loi relative au référendum local fixe au **tiers des électeurs inscrits** le seuil de participation requis pour conférer au référendum local une valeur décisionnelle.

Troisièmement, la préparation et le déroulement du scrutin posent de très sérieuses interrogations sur son caractère démocratique vu la situation générale en Crimée. La péninsule est de facto occupée par l'armée russe, les unités ukrainiennes sont encerclées et les pouvoirs locaux ne sont plus contrôlés par les autorités ukrainiennes. Il faut ajouter à cela, les entraves systématiques au travail des journalistes (d'ailleurs, les chaînes de la télévision ukrainiennes ne sont plus diffusées en Crimée et remplacées par les chaînes russes), les agissements des forces d'autodéfense prorusses et l'incapacité des forces de l'ordre locales de maintenir l'ordre public, nous devons constater qu'il n'y a **aucune possibilité d'assurer le travail normal des bureaux de vote et, ensuite, contrôler le déroulement du scrutin par des représentants des autorités ukrainiennes, des observateurs internationaux et des médias indépendants.**

Ce référendum a pour seul but de donner une apparence de légitimité à quelque chose qui était tout à fait illégitime dès le début.

Selon le responsable chargé d'organisation de ce référendum, M. Malychev, les autorités de Crimée se préparent à imprimer 2,2 millions de bulletins de vote pour 1,8 millions d'électeurs, ce qui est une preuve supplémentaire que le gouvernement fantoche de M. Aksenov se prépare à bourrer les urnes.

Pour conclure, **ce référendum a pour seul but de donner une apparence de légitimité à quelque chose qui était tout à fait illégitime dès le début. Le vote sera falsifié** comme il était falsifié le vote de nomination de M. Aksenov au poste de premier ministre de Crimée le 27 février. Il s'agit d'un simulacre d'un référendum qui n'a rien à voir avec un vote d'autodétermination des habitants de Crimée. La Russie a organisé en 2013 un referendum

semblable en Tchétchénie afin d'imposer une nouvelle constitution tchéchène avec 80% de participation.

Manuscrit clos le 8 mars 2014

Copyright 8 mars 2014- Poselsky.

P.-S.

Spécialiste de la prévention des risques, du pilotage des crises et de l'aide à la décision stratégique. CEO XAG Conseil

Notes

[1] Cf. la carte des postures européennes : huffingtonpost.fr/2014/03/06/ukraine-russie-union-europeenne-tiraillee-membres-sanctions_n_4910604.html

[2] NDLR : la référence à la Guerre froide ne doit pas faire oublier que les temps et les périmètres d'alliances ne sont pas comparables. Ainsi, la Pologne était membre du Pacte de Varsovie durant la Guerre froide, alors que le Pacte de Varsovie n'existe plus de 1991 et que la Pologne est membre de l'OTAN depuis 1999. En outre, les moyens de la puissance ne sont plus les mêmes, comme le démontre l'utilisation des moyens de cyberguerre.

[3] Cf. Dominique Moisi « la Géopolitique des émotions » Flammarion 2011.

[4] A ce titre il est intéressant de revoir l'excellent documentaire réalisée par Brian Lapping pour la BBC et intitulée « Yougoslavie : suicide d'une nation européenne » .
senscritique.com/film/Suicide_d_une_nation_europeenne/493160

[5] Andreï Kozovoï, « Les Services secrets russes : des tsars à Poutine », Paris, Tallandier, octobre 2010.

[6] KGB : Les archives Mitrokhine « The Mitrokhine Archiv. The KGB in Europe and The West »],Fayard, 2000.

[7] GRU : "La galaxie GRU" in Vladimir Poutine et l'Eurasie, Jean Parvulesco, ACE, 2005.
GRU, le plus secret des services soviétiques, 1918-1988, Pierre F. de Villemarest, Stock, 1988.

[8] Cf. Pierre Verluise, Regis Gente « J.O Russie, Poutine Caucase, Sotchi... »
<http://www.diploweb.com/J-O-Russie-Poutine-Caucase-Sotchi.html>

[9] Voir les analyses de Vladimir Federovski : les cinq visages de Vladimir Poutine
lexpress.fr/actualite/monde/le-roman-noir-de-poutine_1088127.html

[10] Le chef de l'État russe est ceinture noire de judo (VIIIe dan, l'un des grades les plus élevés de la discipline) et de karaté (IVe dan) et champion multiple de Saint-Pétersbourg de

judo. Il a reçu en novembre 2013 en Corée du sud le diplôme spécial et la ceinture de IXe dan des mains du Grand Maître Choue Chung-wonn, président de la Fédération Mondiale de Taekwondo (WTF).

[11] Comédie de William Shakespeare « Much ado about nothing »

[12] Cf. les causes des tensions entre polonais et russes Kamil GOLAS, Mateusz HUDZIKOWSKI : « Pologne-Russie : quelles relations ? » 9 mars 2014.
<http://www.diploweb.com/Pologne-Russie-queelles-relations.html>

[13] fr.wikipedia.org/wiki/Organisation_du_trait%C3%A9_de_l'Atlantique_Nord

[14] france24.com/fr/20140303-ukraine-accord-budapest-obama-poutine-crimee-diplomatie-russie

[15] lesechos.fr/economie-politique/monde/actu/0203350971095-ukraine-la-photo-qui-fait-trembler-londres-654333.php

[16] Les habitants de Crimée vont décider de leur éventuel rattachement à la Russie. Le 16 mars 2014, un référendum aura lieu pour que la péninsule passe de Kiev à Moscou. Simféropol, la capitale de cette région pour l'instant ukrainienne, a déjà demandé à la Russie d'étudier la possibilité de ce rattachement. La majorité de la population, 60 %, de la péninsule se considère russe. 25% sont d'origine ukrainienne, et 12 % sont des Tatars, une population turcophone et musulmane, dont certains membres avaient appelé à prendre les armes en cas d'annexion russe. Ce référendum est contesté par le gouvernement de transition ukrainien et par les occidentaux qui le considèrent comme une atteinte aux règles du droit international.

[17] <http://www.diploweb.com/Devoir-de-proteger-pourquoi-le.html>

[18] Il faut écouter son intervention télévisée du 5 mars 2014
lefigaro.fr/international/2014/03/04/01003-20140304ARTFIG00338-poutine-sort-de-son-silence-pour-se-justifier-sans-clarifier-ses-objectifs.php

[19] Ukraine : Moscou brandit l'arme gazière :
lefigaro.fr/conjoncture/2014/03/07/20002-20140307ARTFIG00253-ukraine-moscou-brandit-l-arme-gaziere.php

[20] Cf. de François de Jabrun « Atlas de l'Ukraine » diploweb.com/les-incertitudes-del-identite.html

André Cellier et Jean Sellier « Atlas des peuples d'Europe centrale » La Découverte

[21] NDLR. A ce titre, l'usage des références au nazisme et au fascisme par la propagande de Moscou pour qualifier tout opposant est pathétique quand on sait que le régime soviétique dont V. Poutine est héritier à plus d'un titre a été allié à l'Allemagne nazie du 23 août 1939 au 22 juin 1941 (pacte germano-soviétique).

[22] Il y a de fortes similitudes entre les deux personnages qui n'hésitent pas à montrer en permanence leur force et leur détermination face à toutes les situations. Poutine torse nu chassant l'ours, ce qui déstabilise les « profileurs » occidentaux, ne fait qu'être dans la continuité de la légende de Pierre le Grand lorsqu'il se jette dans l'eau glacée devant ses officiers pour sauver les marins d'un navire échoué près de la ville de Latha.

[23] fr.wikipedia.org/wiki/Forces_arm%C3%A9es_de_la_F%C3%A9d%C3%A9ration_de_Russie

[24] Cf. Cassini et Kevin Limonier « Géopolitique de Sébastopol » <http://www.diploweb.com/Geopolitique-de-Sebastopol.html>

[25] Cf. sur le site Ahmedbensada.com l'article « Ukraine : autopsie d'un coup d'Etat » ahmedbensada.com/index.php?option=com_content&view=article&id=257:ukraine-autopsie-dun-coup-detat&catid=48:orientoccident&Itemid=120

[26] Vladimir Poutine a suivi des études de droit à l'université de Leningrad où il a obtenu en 1975 son diplôme avec un mémoire consacré à la politique des États-Unis en Afrique.

[27] assemblee-nationale.fr/14/budget/plf2013/a0254-tIV.asp

[28] Cf. Xavier Guilhou, Constructif mars 2014 : « Prix de l'énergie : le rôle majeur de la géopolitique » constructif.fr/bibliotheque/2014-3/le-role-majeur-de-la-geopolitique.html?item_id=3405

[29] Déclaration de Sergueï Glaziev à l'agence publique Ria Novosti le 4 mars 2014.

[30] Cf. Eric Denecé, "analyse de la crise ukrainienne" [CF2R cf2r.org/fr/editorial-eric-denece-lst/ukraine-le-monde-a-envers.php](http://CF2R.cf2r.org/fr/editorial-eric-denece-lst/ukraine-le-monde-a-envers.php)

[31] Cf. RI Novosti " Ukraine : les combattants de Kiev formés en Pologne et en Lituanie » fr.ria.ru/world/20140301/200619831.html . Par ailleurs les États-Unis qui assurent la surveillance de l'espace aérien balte dans le cadre de l'Otan ont décidé d'y envoyer six avions de chasse F-15 supplémentaires, a annoncé, jeudi 6 mars 2014, le ministre lituanien de la Défense, Juozas Olekas dans l'hypothèse d'une extension de la crise sur la Biélorussie dans le sillage de l'Ukraine. Cf. dreuz.info/2014/03/lotan-ne-peut-pas-ou-ne-veut-pas-maintenir-la-paix-en-ukraine/#sthash.ueMbc0bG.dpuf

[32] Cf. Xavier Guilhou « devoir de protéger : pourquoi faut-il le repenser » <http://www.diploweb.com/Devoir-de-protoger-pourquoi-le.html>

[33] Cf. Xavier Guilhou « Kiev défie Poutine » <http://www.diploweb.com/Kiev-defie-Poutine.html>

[34] Voir de Catherine Lutard-Tavard « les pays ex Yougoslaves vers l'Union européenne : des mémoires fracturées » <http://www.diploweb.com/Les-pays-ex-Yougoslaves-vers-l.html>

[35] Cf. « la 25ème heure » de Virgil Gheorghiu

[36] Cf. : Catherine Lutard-Tavard « Les pays ex-Yougoslaves vers l'Union européenne : des mémoires fracturées » <http://www.diploweb.com/Les-pays-ex-Yougoslaves-vers-l.html>

[37] nato.int/cps/fr/natolive/topics_50090.htm

[38] Cf. l'erreur du parlement ukrainien d'avoir interdit le russe ... alors qu'il revendique le souhait de rejoindre l'Union européenne qui défend le droit des peuples à parler leurs langues. Voir Philippe Argouach « De l'illégitimité des frontières des Etats : pour la division de l'Ukraine » agencebretagnepresse.com/fetch.php?id=33090

[39] Cf. Sous la direction de Jean Pierre Vettovaglia « Déterminants des conflits et nouvelles formes de prévention » éditions Bruyant 2013 (Prix Turgot 2014)